

**Embargo : Ne pas publier ou diffuser dans les médias,
ni sous forme de dépêche d'agence ni sur internet, avant
14 heures (heure de Washington) ou 18 heures (GMT)**



Banque mondiale

Communiqué de presse n° 2001/289/S

Contacts : Phil Hay (202) 473-1796

Phay@worldbank.org

Stevan Jackson (202) 458-5054

Sjackson@worldbank.org

Cynthia Case McMahon (TV/Radio) (202) 473-2243

Ccase@worldbank.org

LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE À MOYEN TERME DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SONT PROMETTEUSES MALGRÉ UN RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2001

WASHINGTON, 10 avril 2001 — Malgré le net ralentissement de l'économie mondiale qui a commencé vers la fin de l'année 2000, une reprise dans le courant de l'année semble possible puisque, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale publié aujourd'hui, la croissance du PIB mondial passera le creux de la vague à 2,2 % cette année pour remonter à 3,3 % en 2002. La croissance dans les pays en développement devrait atteindre en moyenne 4,2 % en 2001, soit un taux inférieur de plus d'un point de pourcentage à celui de l'année précédente, mais supérieur de 0,8 point de pourcentage au taux de croissance observé pour ces pays dans les années 90.

Financement du développement dans le monde, 2001 — Ce rapport annuel de la Banque sur les perspectives de financement extérieur des pays en développement et en transition explique également que les entrées de capitaux étrangers dans les pays en développement peuvent contribuer à promouvoir la croissance économique et à réduire la pauvreté dans une plus large mesure qu'on ne le pensait généralement à l'issue de la crise qui s'est amorcée en Asie de l'Est, pour se propager dans d'autres marchés émergents. Les pays qui créent un contexte favorable à l'investissement sont les principaux bénéficiaires de ces flux financiers. Le rapport préconise la poursuite des efforts déployés, aussi bien au plan international qu'au niveau national, pour accroître le volume des flux financiers et les réorienter vers les pays en développement, qui sont le mieux à même de les utiliser efficacement.

Les investissements directs étrangers dans les pays en développement, qui s'étaient maintenus pendant la crise, ont quelque peu diminué en 2000 bien que les perspectives à long terme demeurent favorables. Les flux financiers (sous forme d'obligations, de prêts bancaires ou de prises de participation), qui avaient chuté en 1998 et 1999, ont enregistré une reprise marquée tout en restant inférieurs à leur niveau record de 1997. La demande de capitaux privés étrangers s'est tassée dans certains pays d'Asie de l'Est dont les taux d'investissement avaient chuté. Dans le reste du monde en développement, la demande reste soutenue, mais l'offre est limitée par le climat d'incertitude qui règne sur les marchés des capitaux internationaux. Selon les projections, les flux financiers continueront d'augmenter mais leur part dans le PIB intérieur et les exportations restera inférieure aux niveaux atteints vers le milieu des années 90.

« Les crises financières de la fin des années 90 ont été amplifiées par la volatilité des flux de capitaux » explique **Nicholas Stern, économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale**. « Bien que cette volatilité pose des risques considérables, le rapport montre que, à moyen terme, les flux de capitaux peuvent renforcer la croissance et faire reculer la pauvreté dans les pays en développement qui s'efforcent de créer un climat favorable et ouvert à l'investissement. Les sources de capitaux privés évitent généralement les pays dont le contexte n'est pas favorable aux affaires pour privilégier ceux qui sont le mieux à même de mettre leurs ressources au service d'une croissance positive. »

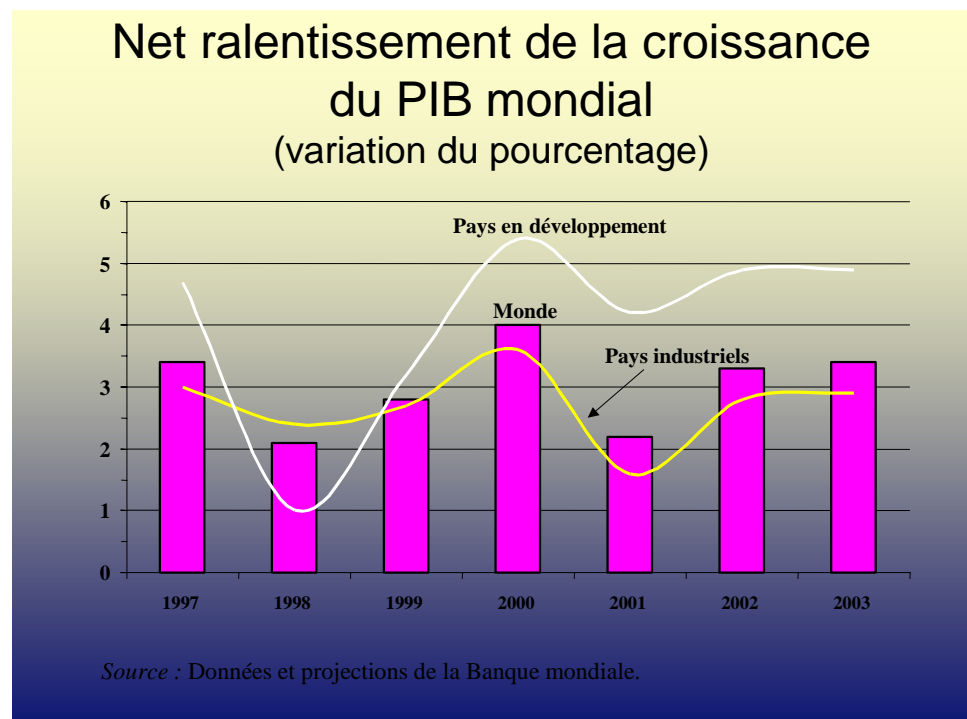
Évolution récente de l'économie mondiale

Selon le rapport, le tassement conjoncturel de l'économie mondiale, qui a commencé dans la deuxième moitié de l'année 2000 par suite de la hausse des taux d'intérêt et des prix du pétrole, s'est soudainement accéléré vers la fin de l'année, en grande partie par suite d'un brusque ralentissement de l'économie aux États-Unis. Si les données du quatrième trimestre de l'année confortent la possibilité d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine, l'atmosphère s'est nettement assombrie sur les marchés des capitaux en novembre, autre témoignage de l'interdépendance croissante des conditions sur ces marchés et de l'évolution à court terme de la production et du commerce. Les pays d'Asie de l'Est, en particulier, ont immédiatement ressenti les répercussions de la brusque chute des importations de semi-conducteurs et autres produits de haute technicité par les États-Unis.

Le rapport fait valoir qu'une reprise précoce est plus probable qu'un ralentissement prolongé de la croissance, bien que ce dernier scénario soit devenu plus probable au cours des derniers mois. Ce fléchissement, dont l'impact devrait varier d'un pays en développement à l'autre, est source à la fois de risques et d'opportunités.

Les taux de croissance des pays en développement devraient atteindre, en moyenne, 4,2 % en 2001, soit un point de pourcentage de moins que l'année précédente. Les taux les plus élevés devraient être observés en Asie de l'Est et dans le Pacifique (5,5 %), et les plus faibles en Europe et en Asie centrale (2,3 %). On compte que la reprise se poursuivra en 2002, au rythme de 4,9 % en moyenne pour les pays en développement.

Les perspectives de croissance des pays en développement sont largement tributaires des résultats obtenus par les trois grands pôles économiques indus-triels, à savoir les États-Unis, l'Europe et le Japon. Selon le rapport, l'activité économique se ralentira dans ces

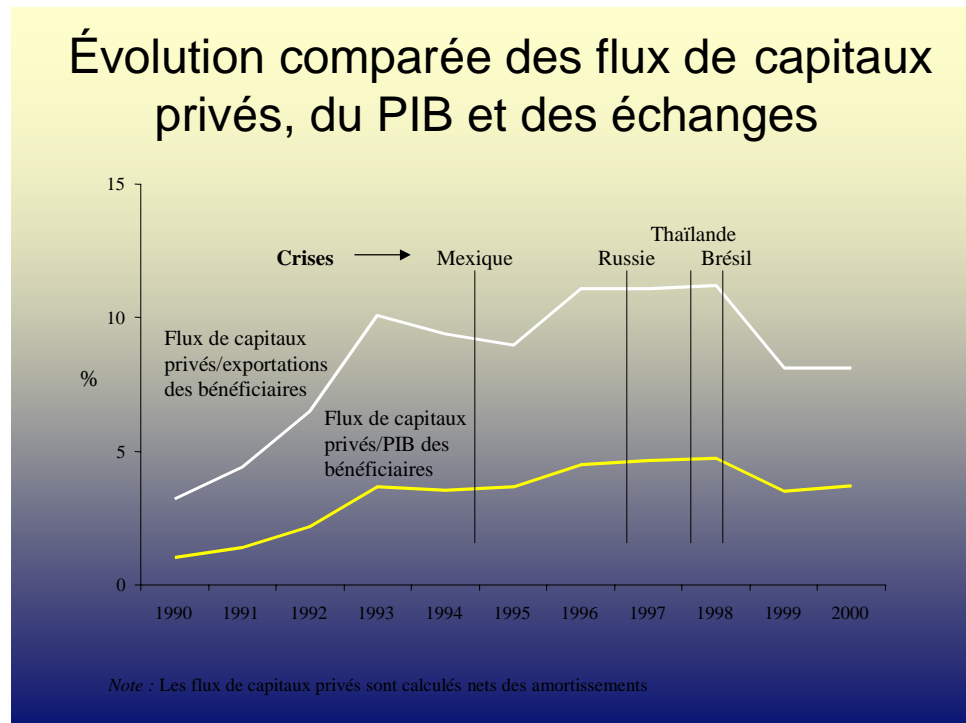


trois régions en 2001 pour reprendre plus ou moins rapidement en 2002, « le repli à court terme devant faire place à une reprise assez rapide vers la fin de 2001 ou au début de 2002 ». L'économie européenne sera probablement la plus résistante ; par contre, au Japon, la croissance est redevenue « anémique » et une récession est de plus en plus probable.

« Une reprise précoce est plus probable qu'un ralentissement prolongé de la croissance. En effet, les progrès technologiques et l'évolution de la productivité sont favorables, les possibilités d'ajustement (réduction des taux d'intérêt et allègements fiscaux) sont plus grandes, et les économies émergentes sont moins exposées à une contagion financière parce qu'elles ont adopté des politiques de taux de change plus souples et réduit leur endettement à court terme » explique **Uri Dadush, directeur à la Banque mondiale du Groupe d'étude des perspectives de développement**, qui publie *Global Development Finance* tous les ans. « Un atterrissage plus violent du monde industriel reste possible, et aurait de graves conséquences pour de nombreux pays en développement » ajoute-t-il.

Les flux de capitaux augmentent moins rapidement que la productivité et les échanges

Les flux de capitaux internationaux destinés aux pays en développement, qui avaient chuté vers la fin des années 90, ont connu une forte reprise en 2000, qui n'égale toutefois pas la croissance de la production et du commerce depuis la crise. La plupart des pays en développement sont, par ailleurs, devenus moins tributaires de leur endettement extérieur. Ils ont, en particulier, réduit un endettement à court terme volatile, et accru leurs réserves internationales de sorte qu'ils peuvent mieux assurer le service de leur dette extérieure.



Les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement, qui étaient restés soutenus pendant la crise, se sont quelque peu tassés en 2000 par suite d'une diminution du financement extérieur des projets de privatisation en Amérique latine et des projets de fusions et d'acquisitions en Asie de l'Est. La part des investissements directs étrangers mondiaux revenant aux pays en développement a fortement diminué depuis 1997, et les capitaux sont de plus en plus concentrés dans un petit nombre de ces pays depuis quelques années. Étant donné la concurrence accrue que se font les pays pour attirer les flux d'investissements internationaux, l'existence d'un climat des investissements attrayant revêt de plus en plus d'importance.

Les apports de capitaux privés ont augmenté en 2000, sans toutefois approcher les niveaux records de 1997. Bien que la cote de crédit des pays en développement se soit améliorée dans le courant de l'année, les flux restent instables en raison des conditions qui règnent sur les marchés internationaux.

La volatilité des flux de capitaux peut aussi imposer des coûts importants, et il convient de prendre des mesures de précaution. La meilleure solution consiste à renforcer les systèmes financiers intérieurs, mais il peut être également nécessaire d'accroître les liquidités internationales.

Accroître l'efficacité de l'aide publique au développement et des allègements de dette

Les pays en développement profitent aussi de la reprise modeste et temporaire de l'aide publique au développement, qui est due à l'augmentation de l'assistance du Japon aux pays touchés par la crise financière en Asie de l'Est. L'aide japonaise a atteint 15,3 milliards de dollars en 1999, soit 4,7 milliards de dollars de plus qu'en 1998. L'effort international en faveur des réfugiés kosovars est l'autre grand facteur à l'origine de l'augmentation de l'aide en 1999, particulièrement de celle des États-Unis.

Toutefois, si l'aide a légèrement augmenté pour s'établir à 41,6 milliards de dollars en 2000, elle reste inférieure, même en valeur nominale, de près de 5 milliards de dollars à celle de 1995, précise le rapport. En moyenne, l'aide accordée par les pays bailleurs de fonds a atteint 0,24 % de leur PNB, contre 0,35 % pour la période 1989-1992. Si le chiffre de 0,35 % — sans même parler du ratio de 0,7 % du PNB demandé par les Nations Unies — avait été maintenu, l'aide aurait été de 20 milliards de dollars supérieure au niveau effectivement atteint.

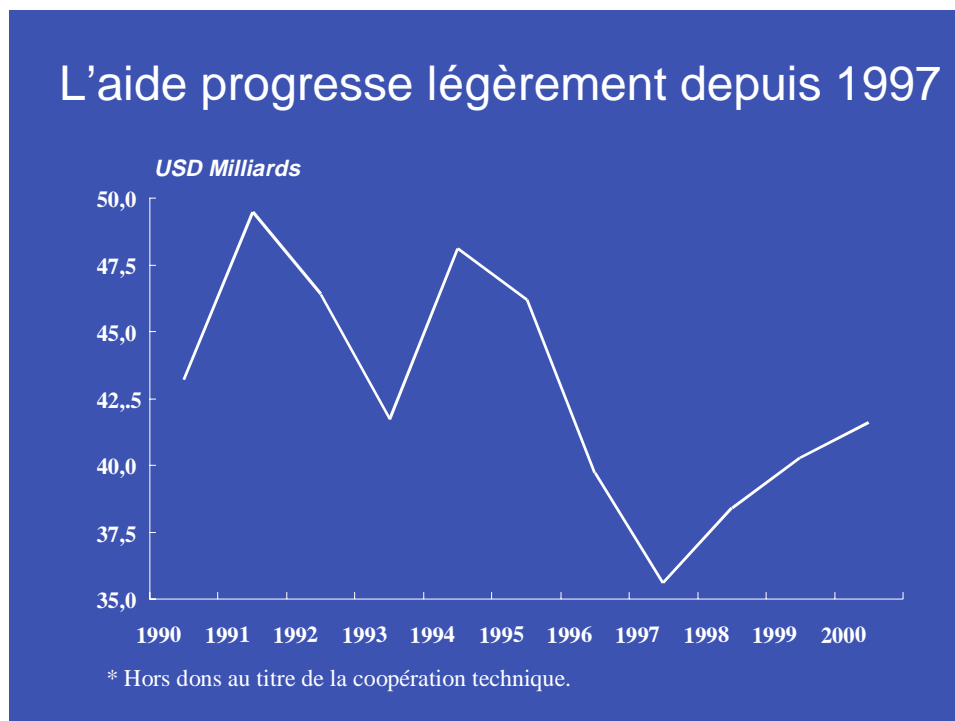
Par rapport aux concours des grands bailleurs de fonds, la forte augmentation de l'aide japonaise en 1999, due au programme d'assistance spéciale de ce pays à l'Asie de l'Est, masque le glissement, en pourcentage du PNB, de l'aide publique au développement accordée par quatre autres pays du Groupe des Sept (G-7), le Canada, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. L'aide demeure limitée, en partie du fait des problèmes budgétaires d'un certain nombre de grands pays bailleurs de fonds. Les États-Unis, en revanche, disposent d'un excédent important, mais certains avancent que le scepticisme suscité par l'aide, et plus particulièrement par son mode d'acheminement par les voies officielles, limite l'aptitude du pays à remettre sur pied le programme qu'il appliquait habituellement en la matière.

Les grands bailleurs de fonds ne devront pas relâcher leurs efforts pour que cette reprise ne reste pas sans lendemain, d'autant que la réalisation des objectifs internationaux de développement passe par un accroissement du volume d'aide — et par une utilisation plus efficace des ressources ainsi mises à disposition.

L'efficacité avec laquelle l'aide a été répartie entre les pays s'est également accrue pendant les années 90. Cela tient en partie à une amélioration des politiques dans les pays bénéficiaires — qui s'est traduite par un renforcement de leur capacité d'absorption de l'aide —, et en partie à la diminution de l'assistance aux pays appliquant des politiques déficientes. Il existe aussi de bonnes possibilités de faire reculer la pauvreté en réorientant sur des pays à faible revenu l'aide accordée à des pays à revenu intermédiaire et en augmentant les concours en faveur des pays dans lesquels le niveau d'aide n'a pratiquement pas évolué malgré les bons résultats qu'ils obtiennent.

Les initiatives récentes dans le sens d'une spécialisation des bailleurs de fonds peuvent également accroître l'efficacité de l'aide. On favoriserait aussi la réalisation de cet objectif en s'engageant plus résolument à accorder de façon prévisible une aide budgétaire à moyen terme pour soutenir des programmes de développement choisis par chaque pays, en subordonnant cette action à l'obtention de certains résultats et à l'adoption d'un cadre d'action arrêté d'un commun accord. Le passage à une approche par programmes témoigne de l'importance d'une adhésion nationale aux orientations choisies et de la difficulté persistante de coordonner une multitude de projets distincts, avec l'obligation de communiquer à chaque bailleur de fonds des informations sous une forme différente.

« Amorcé au début des années 90, le recul de l'aide au développement semble avoir cessé, et le rythme des allègements de dette s'est accéléré. Ce sont de bonnes nouvelles pour les pays en développement qui essaient de promouvoir la croissance économique et de réduire l'incidence de la pauvreté » indique **Ashoka Mody, spécialiste principal dans le Groupe des politiques et perspectives économiques de la Banque mondiale, et principal auteur du rapport.** « Pour venir en aide aux millions d'habitants les plus pauvres de la planète, il est urgent d'atteindre les objectifs internationaux de développement. Aussi les bailleurs de fonds et les bénéficiaires doivent-ils redoubler d'efforts, les uns pour mobiliser une aide plus importante, les autres pour l'utiliser plus efficacement. »



Les allègements de dette, qui interviennent dans le cadre de **l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE)**, commencent à avoir un impact important sur certains des pays les plus pauvres du monde. « L'année 2000 est la première année pendant laquelle autant de pays se sont vu promettre un allègement de dette — et remettre les ressources correspondantes — depuis le lancement du programme en 1996 », indique le rapport.

Quarante et un pays, dont la dette publique extérieure s'élève globalement à quelque 170 milliards de dollars, peuvent demander à bénéficier de l'Initiative. À la fin de l'année 2000, la participation de 22 d'entre eux avait été approuvée et 20,3 milliards de dollars au total (en valeur actuelle nette) avaient été engagés au titre des allègements de dette. La moitié des 600 millions d'habitants des pays pouvant prétendre à un allègement de leur dette vivent avec moins de 1 dollar par jour. La Banque mondiale et le FMI espèrent admettre un plus grand nombre de pays pauvres au bénéfice de l'Initiative en 2001.

L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, qui aborde la question de l'efficacité de l'aide sous un angle inédit, laisse envisager un nouveau départ. Le renforcement récent de l'Initiative a permis d'accélérer son application et d'accroître les ressources destinées aux allègements de dette, bien que l'on ne sache pas très bien dans quelle proportion cet instrument permettra d'accroître l'aide totale des bailleurs de fonds. La fragilité des politiques et des institutions étant le principal obstacle à la croissance dans les pays les plus endettés, le lien avec les réformes sera un facteur déterminant de réussite. D'autre part, un meilleur accès aux marchés des pays industriels aidera ces pays à s'intégrer aux marchés mondiaux et à se développer.

« *Cet allègement peut avoir des effets importants sur les pays qui en bénéficient* » dit **M. Stern, l'économiste en chef** de la Banque mondiale. « *Mais son impact à long terme dépend du mode d'utilisation des ressources. Il faut que les pays bénéficiaires adhèrent davantage au processus de réforme économique. Avec les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté, on dispose d'un instrument puissant pour susciter cette adhésion et promouvoir la réalisation des objectifs de croissance et de réduction de l'incidence de la pauvreté.* »

Financement des biens publics à caractère mondial

Dans sa livraison de 2001, *Global Development Finance* (Le financement du développement dans le monde) s'efforce pour la première fois d'estimer en détail la proportion totale de l'aide au développement consacrée à des problèmes pressants qui supposent un transfert de ressources et une intervention coordonnée au niveau international. La lutte contre les maladies transmissibles, le changement climatique et l'instabilité financière, ainsi que la sauvegarde de la paix dans le monde, font partie de ces dossiers, que l'on classe dans la catégorie dite des biens publics internationaux.

Selon le rapport, le montant total des transferts internationaux de ressources consacrées à ces questions est d'environ 5 milliards de dollars par an apportés par les fondations privées (1 milliard de dollars), les fonds fiduciaires publics — financements que les bailleurs de fonds confient à des organisations multilatérales et autres — (2 milliards de dollars) et l'aide publique au développement (2 milliards de dollars). En outre, on estime à 11 milliards de dollars le financement public du développement consacré aux mesures et infrastructures nationales nécessaires à l'absorption efficace de biens publics internationaux tels que l'amélioration des systèmes de santé et la lutte contre les maladies transmissibles.

« Certains des grands biens publics à caractère mondial, tels que la réduction du réchauffement planétaire et le maintien de la stabilité financière, nécessitent plus qu'un financement — ils supposent l'existence de mécanismes incitant davantage à une action commune » indique le rapport. *« Les fruits d'une coordination plus large peuvent être multiples. »*

###

Les journalistes peuvent obtenir accès à la documentation avant l'expiration de l'embargo par l'intermédiaire du Centre d'information en ligne de la Banque mondiale pour les médias à :
<http://media.worldbank.org/secure/>.

Les journalistes accrédités qui n'ont pas de mot de passe peuvent en demander un en remplissant le formulaire d'inscription à :
<http://media.worldbank.org/>.

Le texte intégral du rapport, le communiqué de presse et d'autres informations seront mis à la disposition du public sur la Toile immédiatement après l'expiration de l'embargo à
<http://www.worldbank.org/prospects/gdf2000>.

Les médias sont encouragés à indiquer cette adresse web dans leur couverture du rapport.